



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Quarante-cinquième session

Marrakech, 7-14 novembre 2016

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire

Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention

**Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications
nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

**Ateliers régionaux de formation consacrés
à l'établissement des rapports biennaux actualisés
des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

Rapport du secrétariat

Résumé

En 2016, le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention a organisé, avec l'aide du secrétariat, trois ateliers régionaux de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention. Ces ateliers se sont tenus à Lomé (Togo), du 22 au 24 février, pour l'Afrique ; à Colombo (Sri Lanka), du 4 au 6 avril, pour l'Asie-Pacifique et l'Europe orientale ; à Rodney Bay (Sainte-Lucie), du 4 au 6 juillet, pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ils avaient pour buts de rendre les experts nationaux mieux à même d'utiliser les Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention afin que les rapports concernant leur pays soient plus faciles à élaborer, et de servir de cadre à des échanges de vues, d'enseignements et d'expériences. Le présent rapport rend compte des travaux menés dans le cadre de ces ateliers et contient un résumé des débats.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–7	3
A. Mandat	1–5	3
B. Objet du rapport	6	3
C. Suite pouvant être donnée par l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	7	3
II. Présentation générale	8–12	4
III. Résumé des débats tenus pendant les ateliers régionaux de formation	13–18	5
A. Communication d’informations sur la situation nationale et les dispositifs institutionnels relatifs aux rapports biennaux actualisés	15	6
B. Communication des inventaires nationaux de gaz à effet de serre	16	7
C. Communication d’informations sur les mesures d’atténuation et leurs effets	17	8
D. Communication d’informations sur les difficultés et les lacunes constatées, les besoins qui en découlent en matière de ressources financières, de moyens techniques et de renforcement des capacités, et l’aide reçue	18	9
IV. Conclusions	19–22	10
Annexes		
I. Programme des ateliers régionaux de formation consacrés à l’établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l’annexe I de la Convention		13
II. Exercices de simulation pour les ateliers régionaux de formation consacrés à l’établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l’annexe I de la Convention		16

I. Introduction

A. Mandat

1. Dans la décision 19/CP.19, la Conférence des Parties a décidé que le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Groupe consultatif d'experts) poursuivrait ses activités pour une période de cinq ans, allant de 2014 à 2018, et que, pour s'acquitter de sa tâche, il agirait conformément au cadre de référence révisé figurant dans l'annexe de ladite décision.
2. Conformément à ce cadre de référence, le Groupe consultatif d'experts a établi, à sa première réunion de 2016, qui s'est tenue à Bonn (Allemagne), du 2 au 4 février, un programme de travail pour 2016-2018¹.
3. Au titre de son programme de travail pour 2016, le Groupe consultatif d'experts est convenu d'organiser une deuxième série d'ateliers régionaux de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés à l'intention des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I). Ces ateliers se sont tenus à :
 - a) Lomé (Togo), du 22 au 24 février 2016, pour l'Afrique ;
 - b) Colombo (Sri Lanka), du 4 au 6 avril 2016, pour l'Asie-Pacifique et l'Europe orientale ;
 - c) Rodney Bay (Sainte-Lucie), du 4 au 6 juillet 2016, pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
4. La première série d'ateliers régionaux de formation a été organisée entre 2014 et 2015².
5. Dans la décision 19/CP.19, la Conférence des Parties a demandé au Groupe consultatif d'experts de présenter chaque année un rapport intérimaire sur ses activités à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre pour qu'il l'examine aux sessions qui se tiennent à l'occasion des sessions de la Conférence des Parties³.

B. Objet du rapport

6. Le présent rapport, qui contribue à rendre compte des activités menées par le Groupe consultatif d'experts⁴, contient une présentation générale des ateliers régionaux de formation énumérés au paragraphe 3 ainsi qu'un résumé des débats qui s'y sont tenus.

C. Suite pouvant être donnée par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

7. Après examen du présent rapport, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre souhaitera peut-être donner des conseils supplémentaires au Groupe consultatif d'experts, s'il y a lieu, au sujet de l'assistance technique fournie aux Parties non visées à l'annexe I pour l'établissement des rapports biennaux actualisés.

¹ FCCC/SBI/2016/xx.

² FCCC/SBI/2014/18.

³ Décision 19/CP.19, par. 7.

⁴ Avec les documents FCCC/SBI/2016/16 et FCCC/SBI/2016/17.

II. Présentation générale

8. En 2016, le Groupe consultatif d'experts a organisé trois ateliers régionaux de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés à l'intention des Parties non visées à l'annexe I :

a) Pour l'Afrique, l'atelier régional de formation a été accueilli par le Gouvernement togolais, à Lomé, du 22 au 24 février. Il a réuni 48 experts nationaux, représentant 43 Parties non visées à l'annexe I, et 6 membres du Groupe consultatif d'experts ;

b) Pour l'Asie-Pacifique et l'Europe orientale, l'atelier régional de formation a été accueilli par le Gouvernement sri-lankais à Colombo, du 4 au 6 avril. Il a réuni 51 experts nationaux, représentant 36 Parties non visées à l'annexe I, et 6 membres du Groupe consultatif d'experts ;

c) Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'atelier régional de formation a été accueilli par le Gouvernement saint-lucien à Rodney Bay, du 4 au 6 juillet. Il a réuni 37 experts nationaux, représentant 21 Parties non visées à l'annexe I, et 10 membres du Groupe consultatif d'experts.

9. Ces ateliers régionaux de formation avaient principalement pour buts :

a) De rendre les experts nationaux mieux à même d'utiliser les Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (ci-après les « Directives FCCC ») afin que les rapports concernant leur pays soient plus faciles à élaborer ;

b) De servir de cadre à des échanges de vues, d'enseignements et d'expériences sur le processus d'établissement des communications nationales et des rapports biennaux actualisés, selon le cas.

10. Ces trois ateliers régionaux se sont conformés à un programme de travail analogue⁵ et ont été organisés de manière à traiter, selon une approche interactive, les principaux aspects de l'établissement des rapports biennaux actualisés :

a) Présentation du cadre de mesure, de notification et de vérification applicable aux pays en développement parties au titre de la Convention et du cadre de transparence des mesures et de l'appui au titre de l'Accord de Paris ;

b) Aide à l'établissement des rapports biennaux actualisés ;

c) Communication d'informations sur la situation nationale et les dispositifs institutionnels relatifs aux rapports biennaux actualisés ;

d) Communication des inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES) ;

e) Communication d'informations sur les mesures d'atténuation et leurs effets ;

f) Communication d'informations sur les difficultés et les lacunes constatées, les besoins qui en découlent en matière de ressources financières, de moyens techniques et de renforcement des capacités, et l'aide reçue.

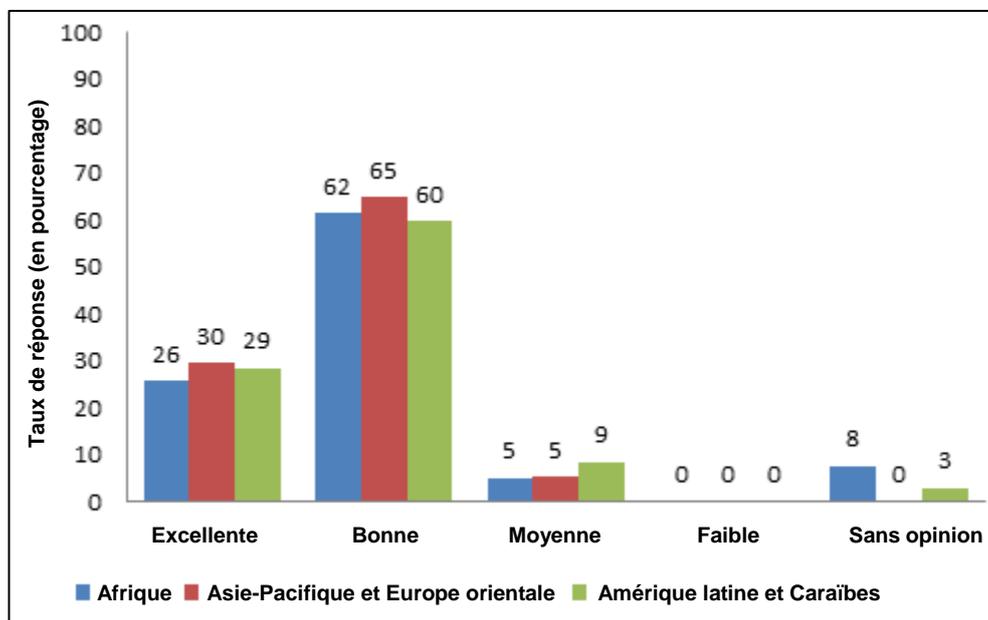
11. Dans le cadre des ateliers, la plupart de ces questions ont fait l'objet d'exposés techniques en séance plénière, de séances de questions-réponses et d'exercices pratiques et interactifs de simulation⁶ en petits groupes.

⁵ Le programme de travail générique des ateliers régionaux de formation figure à l'annexe I.

⁶ Ces exercices de simulation figurent à l'annexe II.

12. Dans l'ensemble, les participants ont estimé que les ateliers étaient de bonne ou d'excellente qualité (voir graphique ci-dessous). Un résumé des débats tenus pendant les ateliers est donné au chapitre III.

Évaluation de la qualité des ateliers par les participants



III. Résumé des débats tenus pendant les ateliers régionaux de formation

13. Pour chaque séance thématique, les exposés se sont attachés à expliquer les dispositions et les méthodes à appliquer pour établir les rapports biennaux actualisés, en donnant des exemples concrets. Ils ont été suivis de séances de questions-réponses et d'exercices en petits groupes axés sur des études de cas prédéfinies, qui consistaient à présenter des informations conformément aux dispositions pertinentes des Directives FCCC. L'objectif de ces exercices⁷ était d'amener les participants à faire l'expérience, directe et concrète, de l'application des Directives FCCC ainsi qu'à échanger des vues et à faire connaître les enseignements qu'ils avaient tirés de l'établissement de leurs premiers rapports biennaux actualisés.

14. Les principaux points abordés sont résumés ci-après, pour chacune des séances thématiques. Les débats qui se sont tenus à la séance sur l'aide à l'établissement des rapports biennaux actualisés ne font pas l'objet d'un résumé distinct, mais sont évoqués dans leurs grandes lignes à la faveur de l'examen des questions de fond.

⁷ Ces exercices de simulation figurent à l'annexe II.

A. Communication d'informations sur la situation nationale et les dispositifs institutionnels relatifs aux rapports biennaux actualisés

15. Les débats interactifs qui se sont tenus dans le cadre de cette séance ont donné lieu aux observations suivantes :

a) La capacité de définir et d'appliquer les principaux éléments indispensables à la mise en place de dispositifs institutionnels permettant l'établissement régulier de rapports, y compris sur des questions concernant le processus national de mesure, de notification et de vérification a été signalée comme constituant un problème particulier dans certains pays. Un dispositif institutionnel solide est considéré comme étant d'une grande aide pour gagner en efficacité, éviter les doubles emplois et améliorer les synergies dans et entre les organismes compétents ;

b) Les dispositions relatives à la communication d'informations sur les dispositifs institutionnels manquent de clarté. Comme il est important que les rapports biennaux actualisés soient établis de manière suivie, les informations à communiquer doivent être précisées, afin de rendre compte avec plus de souplesse de la situation nationale. Les dispositions relatives à la communication d'informations sur les dispositifs institutionnels devraient prévoir des critères d'amélioration continue en matière de planification, de mise en œuvre et d'évaluation ;

c) Au niveau du dispositif institutionnel, les difficultés résident dans l'élaboration de méthodes appropriées et efficaces pour mobiliser d'autres ministères, le plus souvent détenteurs d'informations qui devraient figurer dans les rapports biennaux actualisés, et dans la mise en place de mécanismes intraministériels et interministériels durables, au vu du taux élevé de renouvellement du personnel dans de nombreux pays. Il faut aussi mentionner le manque de cohérence entre les domaines de priorité des différents organismes et les changements d'orientation induits par les changements de gouvernement ;

d) Le fait de reconnaître combien il était important de définir et de mettre en œuvre des cadres réglementaires pour lutter contre les changements climatiques pouvait faciliter l'établissement des communications nationales et des rapports biennaux actualisés. Certains pays ont fait part des bons résultats qu'ils avaient obtenus et ont dit espérer que les mesures qu'ils avaient appliquées avec succès les aideraient à établir et à soumettre régulièrement des rapports ;

e) Il a été jugé important que des protocoles de collaboration soient conclus entre organismes et ministères dans le but de garantir l'échange et le partage d'informations. Cette relation pouvait être favorisée par l'élaboration et la mise en œuvre d'un mémorandum d'accord entre les principaux organismes concernés, qui définirait leurs rôles et leurs responsabilités. Elle pouvait être encore renforcée par la création de comités de travail, soutenus par des organes décisionnels de haut niveau, et par l'instauration d'un cadre juridique propre à faciliter l'échange et le partage d'informations sur les changements climatiques ;

f) Le fait que le rôle de coordonnateur soit confié à un organe éminent, tel que le Cabinet du Premier Ministre ou du Président, pouvait influencer positivement sur les résultats obtenus dans les domaines liés aux changements climatiques. De plus, selon les participants, il en résulterait une orientation politique essentielle au processus ;

g) La viabilité à long terme des institutions devrait être assurée, entre autres, par l'allocation de fonds spéciaux à l'établissement de rapports biennaux actualisés, et par la création et la gestion de bases de données centralisées et de mécanismes de partage des informations ;

h) S'il est fait appel à des entités et des consultants extérieurs pour l'établissement des rapports biennaux actualisés, les organismes publics chargés de la coordination des activités doivent veiller au renforcement des capacités et au transfert des connaissances des consultants aux experts nationaux. Une solution possible est de confier cette fonction à une grande administration publique, qui pourra être la dépositaire de la mémoire institutionnelle ;

i) Il est essentiel de s'affranchir des problèmes posés par le recours à des consultants extérieurs pour l'établissement des rapports biennaux actualisés. Ces consultants cessent généralement d'offrir leurs services une fois les rapports établis, laissant les Parties incapables de clarifier certains points pendant l'analyse technique des rapports et l'atelier consacré à l'échange de vues visant à faciliter le processus. Afin de remédier à cette situation, le cadre de référence et les contrats signés avec les consultants pourraient contenir des clauses qui imposeraient aux consultants de communiquer toutes les informations et les données recueillies pendant leur mandat au coordonnateur ou autre organisme compétent ou qui prolongeraient leurs contrats de services au-delà de la période d'établissement des rapports. Une clause additionnelle, sur les questions liées au renforcement des capacités, pourrait servir de référence aux équipes nationales qui souhaitent maintenir et renforcer leur capacité de procéder aux recherches et aux analyses sur lesquelles se fondent les rapports biennaux actualisés ;

j) Étant entendu que les consultations et les analyses internationales visent à rendre plus transparentes les mesures d'atténuation, les informations communiquées au sujet de la situation nationale devraient rendre compte des spécificités du contexte local, notamment des politiques nationales pertinentes, et de la capacité du pays d'établir des rapports sur ses mesures d'atténuation.

B. Communication des inventaires nationaux de gaz à effet de serre

16. Les débats interactifs qui se sont tenus dans le cadre de cette séance ont donné lieu aux observations suivantes :

a) Les participants sont très désireux de renforcer leurs capacités d'utilisation des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* ;

b) Les participants ont souligné que la gestion des informations – notamment la collecte, la validation et le partage des données ainsi que l'établissement d'un répertoire – continuait de poser problème au niveau national ;

c) Les résultats obtenus face au problème de la disponibilité des données ont été variables et les enseignements tirés à cet égard sont qu'il faut reconnaître le rôle important joué par les services statistiques et les faire participer activement, mobiliser les organismes nationaux chargés de la planification et de la budgétisation, et renforcer les capacités des ministères et des organismes de tutelle afin qu'ils comprennent mieux pourquoi ces données sont nécessaires ;

d) Des activités de communication et de vulgarisation efficaces, qui expliquent la relation positive entre les travaux d'inventaire des gaz à effet de serre et les stratégies nationales de planification et de développement, contribuent à intensifier l'engagement et le soutien politiques, et facilitent le partage et/ou l'échange d'informations des organismes compétents et d'autres parties prenantes ;

e) La qualité du système de documentation et d'archivage a été jugée importante pour garantir l'établissement régulier de rapports au titre de la Convention ainsi que la viabilité du processus au niveau national ;

f) Le contrôle des données par leurs fournisseurs et l'adhésion des principales parties prenantes ont également été présentés comme des facteurs qui contribuent dans une large mesure à la viabilité des systèmes nationaux d'inventaire des gaz à effet de serre ;

g) Le contrôle de la qualité joue un grand rôle dans l'établissement des inventaires de gaz à effet de serre et dans la communication d'informations de qualité ; il devrait être encouragé au niveau national et être inscrit au budget pendant la phase de planification des projets ;

h) L'établissement des inventaires de gaz à effet de serre ne devrait pas être simplement considéré comme un travail au titre d'un projet requis par la Convention, mais plutôt comme un processus continu, qui a perpétuellement besoin d'être amélioré et qui sous-tend la planification et la mise en œuvre de la politique climatique.

C. Communication d'informations sur les mesures d'atténuation et leurs effets

17. Les débats interactifs qui se sont tenus dans le cadre de cette séance ont donné lieu aux observations suivantes :

a) Les participants ont relevé des similitudes entre les informations qui sont communiquées sur les contributions prévues déterminées au niveau national et les informations relatives aux mesures d'atténuation qui figurent dans les rapports biennaux actualisés. Ils en ont déduit qu'il existait des possibilités importantes de synergies et de concertation entre ces deux domaines de travail ;

b) Les mesures d'atténuation définies par les organismes compétents sont rarement assorties d'un outil de mesure et d'évaluation. Il est donc difficile de rassembler des informations sur les indicateurs de progrès, l'avancement de la mise en œuvre et les résultats/effets estimatifs des mesures d'atténuation pour les faire figurer dans les rapports biennaux actualisés ;

c) La plupart des mesures d'atténuation sont planifiées et mises en œuvre dans une optique de développement durable ; bien qu'elles ne soient pas conçues dans le but principal de réduire les émissions de gaz à effet de serre, elles ont aussi cet effet bénéfique ;

d) Les participants ont estimé que les supports de formation donnaient des conseils utiles en matière de communication d'informations sur les mesures d'atténuation. Au sujet de la notification des retombées positives, ils ont indiqué qu'il était difficile de déterminer les retombées pouvant être qualifiées de telles ;

e) Le processus de mesure, de notification et de vérification est essentiel ; il devrait être pris en considération dès le début, pendant la phase de conception des projets, et être budgétisé ;

f) Même s'il existe, dans quelques pays, des dispositifs institutionnels visant à faciliter la communication biennale d'informations sur le processus national de mesure, de notification et d'évaluation ainsi que les mesures d'atténuation, les participants ont insisté sur la nécessité de faire plus, en termes d'appui et de travail, pour renforcer les dispositifs existants ou en créer de nouveaux. Cela supposerait de définir avec précision les rôles et les responsabilités, de faire des recommandations en vue d'améliorer et de pérenniser les dispositifs institutionnels, et de communiquer les informations nécessaires au suivi de la mise en œuvre. Les participants ont aussi évoqué l'importance d'un renforcement des capacités aux fins de l'analyse des informations et de l'évaluation des progrès, dans le cadre d'une amélioration continue, ainsi que les coûts associés de suivi et de planification de la gestion de ces activités, et ils se sont demandés à qui serait confiée la responsabilité de leur administration ;

g) Les participants ont jugé utile de faire figurer des informations sur les politiques climatiques dans les rapports biennaux actualisés, car elles renseignent sur les orientations stratégiques et le contexte général dans lesquelles s'inscrivent les mesures climatiques, y compris l'atténuation ;

h) Les participants ont évoqué les difficultés qu'ils rencontraient pour obtenir les informations nécessaires à l'établissement de leurs rapports biennaux actualisés sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation et les résultats obtenus. Dans le but de remédier à cette situation, ils ont demandé au Groupe consultatif d'experts de leur donner plus de conseils concernant l'application des dispositions pertinentes des Directives FCCC. Ils ont aussi rappelé qu'il était important que le système de mesure, de notification et de vérification de l'atténuation soit fiable et souple, afin de faciliter la collecte permanente de données et la mise à jour des indicateurs de progrès ;

i) Les participants ont appelé l'attention sur la diversité des mesures d'atténuation qui pouvaient figurer dans les rapports biennaux actualisés. Ils ont toutefois indiqué qu'il était difficile de déterminer avec certitude quelles mesures d'atténuation et quelles informations devaient être notifiées.

D. Communication d'informations sur les difficultés et les lacunes constatées, les besoins qui en découlent en matière de ressources financières, de moyens techniques et de renforcement des capacités, et l'aide reçue

18. Les débats interactifs qui se sont tenus dans le cadre de cette séance ont donné lieu aux observations suivantes :

a) Plusieurs questions ont porté sur la manière de notifier/catégoriser les dépenses consacrées aux projets et sur le niveau de ventilation requis ou approprié. Certains participants ont estimé qu'il n'y avait pas de méthode clairement définie de classement des données. Les participants ont aussi débattu de la manière dont les modèles de présentation des informations⁸, établis par le Groupe consultatif à titre d'aide, pourraient être adaptés – par exemple, en regroupant les « sources multilatérales » et les « institutions financières multilatérales ». La nécessité de communiquer des informations qui rendent compte de manière pertinente de la situation nationale et qui sont utiles aux pays en matière de planification et d'établissement de rapports a également été soulignée ;

b) Les organismes chargés de l'établissement des rapports biennaux actualisés peuvent avoir du mal à obtenir des données sur des projets relatifs au climat, les descriptifs de ces projets ne leur étant pas accessibles, en particulier, lorsque les fonds ont été versés directement aux organismes d'exécution ;

c) Les participants ont jugé utiles les supports de formation ainsi que le modèle de présentation des informations sur l'aide reçue établi par le Groupe consultatif d'experts. Il était toutefois possible de rendre ce modèle plus pratique, en indiquant si l'aide avait été reçue au titre de l'adaptation, de l'atténuation, ou de ces deux activités ;

d) Des participants ont estimé qu'il serait utile d'avoir des conseils sur la méthode à suivre pour notifier les subventions ou les prêts obtenus à des conditions de faveur. Quelques-uns ont fait part des difficultés qu'ils avaient rencontrées dans ce domaine, en particulier, pour décider si les informations devaient être communiquées et à quel moment elles devaient l'être (lorsque les fonds sont approuvés par la source ou lorsqu'ils sont décaissés) ;

⁸ Modèles proposés par le Groupe consultatif d'experts pour la communication d'informations sur les besoins financiers recensés et l'aide reçue.

e) Certains participants ont souligné qu'il était difficile de notifier les coûts de fonctionnement des organismes d'exécution, les fonds correspondants n'étant pas alloués au pays, mais directement à ces organismes ;

f) Les participants ont reconnu que les méthodes préconisées pour étayer les informations concernant l'aide financière requise et reçue étaient efficaces, mais ont estimé que le modèle de présentation de ces informations était encore perfectible et gagnerait à mettre en évidence la part de l'aide financière totale qui était consacrée aux activités liées au climat. Il était également souhaitable que le modèle renseigne sur les contributions nationales, à la fois en nature et en espèces ;

g) Aux fins de l'établissement des rapports, il a été jugé essentiel de rendre compte des lacunes et des difficultés rencontrées dans l'obtention des informations devant figurer dans les rapports biennaux actualisés, et de trouver comment combler ces lacunes et surmonter ces difficultés ;

h) Les Directives FCCC insistent sur la nécessité de collecter des données aux fins de l'établissement de rapports techniques de qualité. Cela implique de rendre les experts mieux à même d'établir des rapports, mais aussi de produire les informations techniques à communiquer. Cet élément devrait être pris en considération au moment d'accorder une aide aux pays pour l'établissement de leurs rapports biennaux actualisés.

IV. Conclusions

19. Tout au long des ateliers régionaux de formation, les participants ont débattu activement, pendant les séances plénières et les séances en petits groupes. Cela tient sans doute à une répartition équilibrée entre exposés, séances interactives de questions-réponses et exercices de simulation. De plus, en disposant des supports de formation à l'avance, les participants ont pu se préparer à l'atelier et, de ce fait, y participer ensuite activement. Leurs principales observations sur les ateliers et les supports de formation sont énumérées ci-après.

a) Pour l'atelier régional de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés à l'intention de l'Afrique :

i) Il serait bon de réorganiser l'atelier de manière à faire une plus large place aux exemples et à consacrer plus de temps aux exercices pratiques de simulation et aux débats de groupe ;

ii) Les supports de formation et les exercices de simulation ont été appréciés, car ils ont permis d'engager des débats de fond et de faire l'expérience pratique de l'application des dispositions relatives à la communication d'informations figurant dans les Directives FCCC ;

iii) Les informations communiquées sur l'aide reçue au titre du renforcement des capacités devraient englober la participation aux ateliers et aux séminaires organisés au niveau international et au niveau local avec l'aide de la communauté internationale ;

b) Pour l'atelier régional de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés à l'intention de l'Asie-Pacifique et de l'Europe orientale :

i) Les participants se sont dits satisfaits de la structure de l'atelier, qui avait été propice à des débats animés et à des échanges de vues et d'expériences ;

- ii) La structure de l'atelier pourrait être modifiée de manière à ce que plus de temps soit consacré aux exposés et aux débats sur les inventaires des gaz à effet de serre et les mesures d'atténuation ;
- iii) L'atelier pourrait aussi être l'occasion de donner plus d'indications sur la manière de recenser les besoins en capacités des institutions et des autres organismes ;
- c) Pour l'atelier régional de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés à l'intention de l'Amérique latine et des Caraïbes :
- i) Les participants ont reconnu que les rapports biennaux actualisés étaient pour les pays un moyen efficace de recenser et de faire connaître leurs besoins en vue d'obtenir une aide régionale ou internationale. Plus important encore, ces rapports pouvaient servir à la planification et à l'élaboration des politiques nationales. Si les rapports biennaux actualisés pouvaient être ainsi mis à profit, il serait probablement plus facile d'obtenir l'appui politique nécessaire à l'établissement des rapports, y compris la mise à disposition de ressources humaines par les organismes publics concernés ;
- ii) Les pays de la région se situent à des étapes différentes du processus d'établissement des rapports biennaux actualisés. Certains ayant achevé le processus de consultations et d'analyses internationales, qui consiste en une analyse technique des rapports biennaux actualisés et en un atelier d'échange de vues, les participants ont estimé que les pays qui en étaient aux premières étapes du processus auraient beaucoup à gagner de la transmission d'études de cas, de meilleures pratiques, d'expériences et d'enseignements. Ils ont aussi proposé de créer un dispositif de réseautage, dont ils pensaient qu'il contribuerait à rendre plus efficace le processus d'établissement des rapports biennaux actualisés ;
- iii) Si les participants ont apprécié l'atelier régional de formation et ont estimé qu'il avait contribué à rendre les experts mieux à même d'établir les rapports biennaux actualisés, ils ont aussi indiqué qu'une formation analogue au niveau sous-régional permettrait au Groupe consultatif d'experts de fournir un appui technique plus ciblé et mieux adapté aux besoins des sous-régions.
20. Globalement, le Groupe consultatif d'experts estime que les ateliers ont été utiles et qu'ils ont permis de :
- a) Faire mieux connaître aux experts nationaux les informations qui doivent figurer dans les rapports biennaux actualisés ;
- b) Présenter chaque thème de façon structurée, en donnant des exemples pratiques et en incitant les experts nationaux à participer activement.
21. Dans leur évaluation, les participants se sont tous accordés à dire que les ateliers avaient été utiles et que le Groupe consultatif d'experts avait rempli ses objectifs. Ils ont estimé que les ateliers pourraient être encore plus fructueux à l'avenir si les mesures suivantes étaient prises :
- a) Consacrer plus de temps aux exposés et aux débats concernant les questions plus denses (par exemple, les inventaires des gaz à effet de serre et les mesures d'atténuation) ;
- b) Donner plus d'exemples pratiques dans les exposés et dans les exercices de simulation ;
- c) Axer les débats sur les lacunes et les difficultés rencontrées dans la communication des informations requises et sur la manière de combler ces lacunes et de surmonter ces difficultés ;

d) Savoir où en sont les pays dans le processus de consultations et d'analyses internationales et en tenir compte pour constituer les groupes de discussion.

22. Le Groupe consultatif d'experts a remercié les pays développés parties visés à l'annexe II de la Convention et les autres pays développés parties qui ont apporté leur contribution financière aux ateliers. Il a aussi remercié les Gouvernements saint-lucien, sri-lankais et togolais d'avoir accueilli les ateliers régionaux de formation.

Annexe I

Programme des ateliers régionaux de formation consacrés à l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

[Anglais seulement]

Organized by the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention

DAY 1

Registration 8:00–9:00

Session I: Opening and overview of the workshop 9:00–10:00

- Welcome remarks
- Opening remarks by the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention (CGE)
- Opening remarks by the UNFCCC secretariat
- Self-introduction by participants
- Workshop objectives and agenda

- **Tea/coffee break** 10:00–10:30

Session II: Overview of the measurement, reporting and verification (MRV) framework for developing countries under the Convention 10:30 –11:00

- MRV for developing country Parties: context and guidelines for biennial update report, and international process and outcome of international consultation and analysis
- Overview of the transparency framework under the Paris Agreement
- Questions and answers (Q&A)

Session III: Support for the preparation of biennial update reports (BURs) 11:00–12:30

- Technical support for the preparation of BURs
- Supporting countries on the ground
- Q&A

- **Lunch break and daily subsistence allowance payment** 12:30–14:00

Session IV: Reporting on national circumstances and institutional arrangements for BURs 14:00–14:45

- Reporting national circumstances and institutional arrangements: reporting provisions, approaches and examples
- Q&A

Session IV: Reporting on national circumstances and institutional arrangements for (cont.) BURs; reflecting on previous national communications experiences	14:45–15:45
--	--------------------

- Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.1 of the agenda
- Reports from the break-out groups to the plenary and interactive discussion (3–5 minutes per group)

Tea/coffee break	15:45–16:15
-------------------------	--------------------

Session V: Reporting on national greenhouse gas (GHG) inventories	16:15–17:30
--	--------------------

- Reporting on national GHG inventories: reporting provisions, approaches, tools and examples
- Q&A

DAY 2

Session V: Reporting on national GHG inventories (cont.)	9:00–10:30
---	-------------------

- Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.2 of the agenda

Coffee/tea break	10:30–11:00
-------------------------	--------------------

Session V: Reporting on national GHG inventories (cont.)	11:00–12:30
---	--------------------

- Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.2 of the agenda (cont.)
- Reports from the break-out groups to the plenary and interactive discussion

Lunch break	12:30–14:00
--------------------	--------------------

Session VI: Reporting on mitigation actions and their effects	14:00–15:30
--	--------------------

- Reporting mitigation actions and their effects in the BUR: reporting provisions, approaches and examples
- Reporting domestic MRV arrangements
- Q&A

Tea/coffee break	
-------------------------	--

Session VI: Reporting on mitigation actions and their effects (cont.)	16:00–17:30
--	--------------------

- Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.3 of the agenda

DAY 3

Session VI: Reporting on mitigation actions and their effects (cont.)	09:00–10:30
--	--------------------

- Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.3 of the agenda (cont.)
- Reports from the break-out groups to the plenary and interactive discussion

Tea/coffee break	10:30–11:00
-------------------------	--------------------

Session VII: Reporting on constraints and gaps, and related finance, technology and capacity-building needs and support received	11:00–12:30
<ul style="list-style-type: none"> - Reporting on constraints and gaps, and related finance, technology and capacity-building needs and support received: reporting provisions, approaches and examples - Q&A 	
Lunch break	12:30–14:00
Session VII: Reporting on constraints and gaps, and related finance, technology (cont.) and capacity-building needs and support received	14:00–15:30
<ul style="list-style-type: none"> - Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.4 of the agenda 	
Tea/coffee break	15:30–16:00
Session VII: Reporting on constraints and gaps, and related finance, technology (cont.) and capacity-building needs and support received	16:00–17:30
<ul style="list-style-type: none"> - Mock exercise and interactive break-out group discussion: detailed information on the exercise is contained in annex A.4 of the agenda (cont.) - Reports from the break-out groups to the plenary and interactive discussion 	
Reflection – preparation and submission of BURs	17:30–18:00
Closing	18:00

Annexe II

Exercices de simulation pour les ateliers régionaux de formation consacrés à l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention¹

[Anglais seulement]

DESIGN AND STRUCTURE OF THE INTERACTIVE MOCK EXERCISES

Note to the participants

The case studies and exercises outlined here are solely for the purpose of academic exercise. Hence, it should not be used for any other purpose apart from those defined in the outline of each interactive mock exercise.

This annex contains 4 mock exercises which are intended to provide hands-on feel and experience to the participants in preparing information to be reported in BURs as per reporting provisions contained in annex III of decision 2/CP.17:

- Annex A.1: Reporting national circumstances and institutional arrangements;
- Annex A.2: Reporting national GHG inventories;
- Annex A.3: Reporting mitigation actions and their effects;
- Annex A.4: Reporting constraints and gaps, and related financial, technical and capacity-building needs, and support received.

¹ Reproduced as distributed at the workshops.

Mock exercise for Session IV: Reporting on national circumstances and institutional arrangements for BURs

1. Data and information available

For the purpose of this exercise, participants are provided an extract of the chapter on national circumstances and institutional arrangements from Ghana's first BUR, see *Ghana national circumstances and IA.pdf*.

2. Mock exercise

This exercise will be undertaken in two steps: an individual assessment of the information contained in document referred to above followed by a group brainstorming.

Using the approach outlined in the presentation as a guide, each participant will study the document individually to:

1. Access how the information reported by Ghana relates, by theme (and not substance), to your national context? In other words, would the type of information included by Ghana in its BUR be relevant to your national context? If so, what are those?
2. In the context of your national circumstances, do you foresee need to include additional or different theme? If so, what are they?

Once this assessment has been completed, participants will brainstorm, in smaller groups, to identify what are the common themes that the participants perceive to be of relevance for inclusion in BURs.

This assessment and discussion should cover both national circumstances and institutional arrangements.

The groups will be asked to report back to the plenary.

3. Points for reflection

- Does the information to be included under this section have any link to other sections of BURs, such as national GHG inventories, mitigation action and support? In other words, does it provide sufficient context for the information to be included in the subsequent chapters?
- What are some of the essential elements necessary for setting up and maintaining institutional arrangements that respond sufficiently to the needs arising from producing BURs and keeping up with the ICA process?
- What are some of the key factors and features of the national circumstance that facilitate the efficient functioning of institutional arrangements in the country, for example, political support, awareness among senior policy and decision makers, support from external entities, etc.?
- What are the key challenges in setting up and maintaining sustainable institutional arrangements functioning on a continuous basis?
- Is the current institutional arrangement in place to deal with National Communication preparation in your country adequate to cope with the challenges of producing BURs every two years?
- Is there clear understanding among institutions involved, of their roles in the institutional arrangements of the country for the preparation of the BURs in responding to the requirements of the ICA process? (e.g. who will be responsible for providing feedback during the three months period that the Party will have to review and comment on the draft summary report prepared by the team of technical experts? Who will be responsible to provide answers to the Parties questions during the facilitative sharing of views? Who will be responsible to treat the comments and questions received during the ICA process during the preparation of the following BURs?)

Mock exercise for Session V: Reporting on national GHG inventories

1. Data and information available

For the purpose of this exercise, the participants are provided with national GHG inventory of the Republic of Dummyland (using hypothetical data). The Republic of Dummyland is a small land-locked country with low level of industrialization. Apart from the transport sector, it has limited dependence on fossil fuel.

As a Party to the Climate Change Convention, it submitted its second national communication in 2010 which contained national GHG inventory for 2000 and 2005. Further, it made a decision to submit its first BUR in 2016. As a result, it prepared GHG inventory covering the following years: 2000, 2005, 2010, 2012 and 2013. The UNFCCC excel-based software was used as the tool to develop their GHG inventory.

2. Mock exercise

The participants, in smaller break-out groups are expected to study the data provided and prepare information on national GHG inventory to be included in its BUR to be submitted in 2016. The information should be, at a minimum, consistent with the following reporting provisions:

- a. List the methodologies used;
- b. Each non-Annex I Party shall, as appropriate and to the extent possible, provide in its national inventory, on a gas-by-gas basis and in units of mass, estimates of anthropogenic emissions of carbon dioxide (CO₂), methane (CH₄) and nitrous oxide (N₂O) by sources and removals by sinks *{Paragraph 14 of annex to decision 18/CP.7/paragraph 3 of annex III of decision 2/CP.17}*;
- c. Non-Annex I Parties are encouraged, as appropriate, to provide information on anthropogenic emissions by sources of hydrofluorocarbons (HFCs), perfluorocarbons (PFCs) and sulphur hexafluoride (SF₆) *{Paragraph 15 of annex to decision 18/CP.7/paragraph 3 of annex III of decision 2/CP.17}*;
- d. Non-Annex I Parties are encouraged, as appropriate, to report on anthropogenic emission by sources of other greenhouse gases such as carbon monoxide (CO), nitrogen oxides (NO_x) and non-methane volatile organic compounds (NMVOCs) *{Paragraph 17 of annex to decision 18/CP.7/paragraph 3 of annex III of decision 2/CP.17}*;
- e. Non-Annex I Parties are encouraged, to the extent possible, and if disaggregated data are available, to estimate and report CO₂ fuel combustion emissions using both the sectoral and the reference approaches, and to explain any large differences between the two approaches *{Paragraph 18 of annex to decision 18/CP.7/paragraph 3 of annex III of decision 2/CP.17}*;
- f. Non-Annex I Parties should, to the extent possible, and if disaggregated data are available, to report emissions from international aviation and marine bunker fuels separately in their inventories. Emission estimates from these sources should not be included in the national totals *{Paragraph 19 of annex to decision 18/CP.7/paragraph 3 of annex III of decision 2/CP.17}*;
- g. Each non-Annex I Party is encouraged to use tables 1 and 2 of these guidelines in reporting its national GHG inventory, taking into account the provisions established in paragraphs 14 to 17 above. In preparing those tables, Parties should strive to present information which is as complete as possible. Where numerical data are not provided, Parties should use the notation keys as indicated *{Paragraph 19 of annex to decision 18/CP.7/paragraphs 3 and 9 of annex III of decision 2/CP.17}*.
- h. Each non-Annex I Party is encouraged to provide a consistent time series back to the years reported in the previous national communications *{Paragraph 7 of annex III of decision 2/CP.17}*;
- i. Non-Annex I Parties which have previously reported on their national GHG inventories contained in their national communications are encouraged to submit summary information tables of inventories for previous submission years (e.g. for 1994 and 2000) *{Paragraph 8 of annex III of decision 2/CP.17}*.

3. Points for reflection

- a. As per the guidelines for the preparation of BURs, the scope of BUR includes providing update on national GHG inventory, including a national inventory report. Is the current institutional arrangement in place to deal with the preparation of national GHG inventory in your country, and adequately cope with the challenges of producing updates every two years?

- b. What are some of the key considerations that Parties need to take into account in their endeavour to produce national GHG inventories and an update of the data every two year?
- c. What are the specific challenges your Party may face to fulfil the following requirements present in decision 2/CP.17 and BUR Guidelines:
 - i. The first biennial update report submitted by non-Annex I Parties shall cover, at a minimum, the inventory for the calendar year no more than four years prior to the date of the submission, or more recent years if information is available, and that subsequent biennial update reports shall cover a calendar year that does not precede the submission date by more than four years;
 - ii. Any change to the emission factor may be made in the subsequent full national communication;
 - iii. Each non-Annex I Party is encouraged to provide a consistent time series back to the years reported in the previous national communications;
- d. Are there any additional challenges in developing and reporting national GHG inventories using the guidelines for the preparation of BURs? If so, what are they and how would one possibly address them?

**Mock exercise for Session VI:
Reporting on mitigation actions and their effects**

1. Data and information available *(adapted from BUR of Ghana)*

A country has formulated and started implementation an energy efficiency mitigation action entitled “Promoting appliance energy and transformation of refrigeration appliance market” from 2011 to 2014. It was implemented at the national level and primarily addressed emissions of CO₂ and CFC (R12). Following entities were involved in the implementation of this action:

- Energy Commission;
- Retail Outlets such as Cool World Electrical Retail Stores, Rowi Limited;
- Testing Centre such as National Standard Authority;
- Recycling Centres such as used fridges dismantling centres (City Waste Management Company)
- UNDP/GEF
- Eco-bank Ghana Limited

The primary objective of the action was to improve the energy efficiency of appliances marketed and used in Ghana through the introduction of a combination of regulatory tools such as Minimum Energy Performance Standards and Information Labels (S&L), and innovative economic tool (rebate scheme). The innovative economic tool (rebate scheme) targeted to replace 15,000 old and inefficient refrigerators with energy efficient ones by year 3 of the implementation period.

In order to realize the goal of the action, the following activities were planned and implemented:

- Strengthen structures and mechanisms for implementation of appliance energy efficiency standards and labels (S&L)
- Increase consumers and retailer’s awareness and improved marketing of appliance energy efficiency standards and labels.
- Establish refrigerating appliance test facilities.
- Establish used appliance and ODS collection and disposal facilities
- Conduct of refrigeration appliance rebate and exchange program throughout the country that distribute at least 15,000 efficient appliances

The performance over the entire implementation period was monitored on the basis of the following parameters:

- Number new fridges sold at retail centres under rebate scheme;
- Quantity of ODS recovered;
- Total amount of rebate payment;
- Number of inefficient fridge collected (no) at recycling centres;
- Household energy demand/consumption before/after (KWh) ,
- Import of new fridges versus used ones (quantity of imports).

Using the methodologies from the WRI GHG Protocol, effects of the mitigation action both in terms of GHG and non-GHG benefits were assessed. In doing so, the following assumptions were used:

- a. Average energy consumption of an old and inefficient refrigerator is 1,140KWh/yr;
- b. Each target household has one refrigerator which will be replaced by an energy efficient one;
- c. When old refrigerators are turned in, the new ones would be put in to use immediately by the affected households;
- d. The new refrigerators will have HFC refrigerants, however it is only during decommissioning stage that the refrigerant will be salvaged and hence, the project emission scenario for HFC is assumed to be zero;
- e. The load shedding exercise can vary the projected impacts of the project on targeted households since electricity consumption hours might reduce;
- f. After the project lifespan, the average of 1000 refrigerators would be purchased each year for the next 10years amounting to 10,000 in the tenth year in the capitalization period;

- g. Coal fired plants are anticipated in the country after 2020, and hence with the recurrent trend of investment in the electricity generation capacity, grid emission factor for a period up to 2025 is assumed to be 0.61 tCO₂/MWh;
- h. By the 10th year, the ban on the importation and sales of used refrigerators would be fully enforced;
- i. By the 10th year households will be more informed on standards and labels of refrigerators;
- j. The baseline scenario is assumed to be the continuation of historical HH energy electricity trends for refrigeration, dependent on projected changes in household income/size, current rates of increases in grid connected electrification, current of rate of household with fridges and the absent the project. In addition, there are large estimate 2,000,000 refrigeration appliances with poor energy efficiency and ozone depleting substances as at 2011;
- k. Under the intervention scenario, electricity use for efficient equipment is estimated to be 500 KWh/year based on the assumption that 55,000 electrified HH will replace their old fridge as a result of the project and to reduce household electricity use for refrigeration 43.9 per cent. The project scenario emission factor was assumed to be the same as in the baseline scenario (0.48 tCO₂e/MWh), since the project does not affect the emissions intensity of electricity generation.

In the period up to 2015, the mitigation action is estimated to lead to avoid emissions of 58.12 ktCO₂e. In addition, it is also going to contribute towards:

- Reduction in annual household electricity demands and expenditure;
- Creating of employment opportunities in establishing recycling and retailing centres, and assembling plants;
- Technology transfer (refrigerator test facility, Dismantling facility, and efficient refrigerators)
- Transformation of refrigeration market to an eco-friendly one through appliance labelling and ban of import of used appliances);
- E-waste management, for example, through recovery of ferrous and plastic materials;
- Phasing out of CFC;
- Health benefits.

The cost of the migration action amounted to about USD 6.1 million of which USD 4.4 million was funded by the government and the remaining with financial assistance from the GEF.

2. Mock exercise

The storyline above was developed on the basis of information contained in BUR from Ghana for ILLUSTRATION AND EDUCATIONAL PURPOSE only, and hence should not be used for any other purpose besides for this exercise. The information provided in the BUR should be considered as the authoritative source.

The participants, in smaller break-out groups, are expected to study the information provided in Section 1 above. Each group will also study the tabular format below and assess if it meets the requirements defined by the reporting provisions contained in paragraphs 11-13 of annex III of decision 2/CP.17. If deemed necessary, the groups may adjust the format of the table to suit the requirements. Once the template is assessed and improved, as necessary, the group shall fill in the relevant parts of the table. Each group shall maintain a list of elements which in their view are not present in the storyline above but defined in the reporting provisions referred to above.

Name of the action	Coverage	Quantitative goals / Objectives	Progress indicators	Methodologies / Assumptions	Steps taken/ envisaged	Outcomes achieved	Estimated emission reductions
Name and description of the mitigation action	Sectors and gases	Objectives of the action	Metrics depend on the nature of the action, but should be linked to performance	Key assumptions and methods used to estimate the changes in emissions and other outcomes of mitigation actions	Steps taken or envisaged to achieve the action	Estimated results achieved based on established progress metrics	GHG reduction achieved and/or envisaged
Example 1: Decrease GHG emissions by X% by 2050 below 2005 levels	Reduction of GHG emissions (CO ₂ , CH ₄ , HFCs,) and enhancement of sinks, to be achieved through a combination of measures in the energy, transport, forestry, agriculture and industrial processes sectors	A set of policies and measures targeting each sector (list key target policies)	Institutional arrangements to implement mitigation Number of policies adopted and implemented for each sector Behavioural changes induced/ investment mobilized Emission reductions achieved	Key assumptions and methodologies, the same as those used for the mitigation assessment	Summary of the steps envisaged at the national level and in each sector	Progress achieved to date as per the indicators established (i.e. renewable energy policy adopted; energy efficiency standards implemented for new housing, etc.)	Estimated emission reductions achieved to date
Example 2: Increase renewable energy capacity (policy/ programme level)	CO ₂ reduction through increased share of renewable energy in the energy balance	Increase the share of solar energy to 15% of total energy generation	Actions to improve investment in the environment; share of renewable energy	Grid emissions factor; assumptions on energy demand	1. National renewable energy programme adopted 2. Feed-in-tariff introduced 3. Training for five commercial banks carried out	Two local banks introduced lending programmes for solar projects The share of renewable energy has risen to 10% of total energy generation	X Mt CO ₂ have been reduced Overall emission reduction of Y Mt CO ₂ is expected once the action is fully implemented

Name of the action	Coverage	Quantitative goals / Objectives	Progress indicators	Methodologies / Assumptions	Steps taken/ envisaged	Outcomes achieved	Estimated emission reductions
Example 3: Light bulb initiative (project-level)	CO ₂ emission reduction through decrease in residential electricity consumption	Reduce residential electricity demand through replacement of conventional bulbs with energy efficient bulbs. Replace 1 million bulbs in the period 2012–2020	Number of bulbs replaced	Details on emission factors, demographic and macroeconomic indicators and other key assumptions used in developing the emission scenarios	1. Project implementation office and monitoring arrangements established 2. Public education programme launched in 2012 3. In 2012–2013 200 thousand bulbs replaced	Impact on behavioural changes of population via education Projected financial savings to households through reduced electricity consumption Reduction in GHG emissions and conventional pollutants	Measures already implemented will achieve X% of GHG emission reductions by 2020 below the baseline Remaining measures to be implemented will achieve further Y% reduction in GHG emissions below the baseline by 2020

(Note: The cell contents are provided as an example and hence should be replaced with relevant information from your case study)

3. Points for reflection

- Are there any challenges in identifying and reporting information on mitigation actions and their effects using the guidelines for the preparation of BURs? If so, what are they and how would one possibly address them?
- What are some of the challenges experienced in assessing the progress of implementation of mitigation actions and also their effects? How have these challenges been addressed?
- What preparations have been made or will be needed at the national level to enhance existing, or set up new, institutional arrangements to facilitate domestic measurement, reporting and verification as well as reporting information on mitigation actions every two years?
- Are the institutions involved in the monitoring of the mitigation actions the same as the ones involved in the GHG inventory preparation?

**Mock exercise for Session VII:
Reporting on constraints and gaps, and related finance, technology and capacity-building needs and support received**

1. Data and information available

For this exercise, participants will use two sources of data and information:

- a. The online funding database of the Global Environment Facility available at <https://www.thegef.org/gef/gef_projects_funding>;
- b. The project-level data on bilateral and multilateral climate-related development in 2014 from OECD DAC External Development Finance Statistics available at <<http://www.oecd.org/dac/stats/climate-change.htm>>. A copy of data, in Excel, is included as a part of the training material package, see *OECD DAC climate-support-2013-14.xlsx*.

2. Mock exercise

Participants, in smaller breakout groups, will visit these two websites and study the information available there. Each group will then select a country from the list for the exercise.

Once the group decides on a country, it shall undertake the following exercise:

- a. Extract any available relevant data from both the websites for the country;
- b. Analyse the extracted data and present them in a tabular format (an example is provided below);
- c. Conduct an assessment of what are the missing elements as compared to what the reporting provisions refined in annex III of decision 2/CP.17. For each of the missing elements, outline a few key steps that could be followed in order to gather, prepare and report them in a timely manner.

Reporting period:		Description of support, including USD (exchange rate)				
Type		Multilateral sources	Funding from Annex II and other developed country Parties	Party contribution	Multilateral financial institutions, including regional development banks	Other sources
Preparation of BUR	<i>Financial</i>					
	<i>Capacity-building</i>					
	<i>Technical support</i>					
	<i>Technology transfer</i>					
Climate change activities contained in the BUR	<i>Financial</i>					
	<i>Capacity-building</i>					
	<i>Technical support</i>					
	<i>Technology transfer</i>					

3. Points for reflect

- a. What are the key barriers/challenges/bottlenecks that may hinder the preparation and timely submission of BURs?
 - b. What are the key barriers/challenges/bottlenecks in compiling and reporting information on constraints and gaps, and related finance, technology and capacity-building needs and support received?
 - c. What are some of the possible approaches that could be used to identify and report, in a robust manner, constraints and gaps, and related financial, technical, capacity-building, and development and transfer of technology needs?
 - d. What are some of the key considerations that Parties need to take into account in their endeavour to compile and report, every two years, information on financial, technical, capacity-building, and development and transfer of technology support received for climate change activities as well as for the preparation of the BUR?
-